



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Cône Sud

### Argentine, Chili, Paraguay, Uruguay

Une publication du SER de Buenos Aires en collaboration avec le Service économique de Santiago  
Du 29 mai au 11 juin 2026

#### Zoom : Argentine – un marché du travail confronté à plusieurs défis

**Après une phase de forte contraction puis une autre de rattrapage, les salaires réels stagnent voire reculent ces derniers mois en Argentine.** Les salaires réels (i.e salaires

nominaux avec prise en compte de l'inflation) ont connu plusieurs évolutions distinctes depuis l'arrivée au pouvoir de J. Milei en décembre 2023. D'abord, au S1 2024, les salaires réels ont enregistré une forte contraction sous l'effet de l'envolée

de l'inflation (+25 % mensuelle en décembre 2023) consécutive à la dévaluation de 54 % en décembre 2023. Dans une seconde phase, les salaires réels ont connu un phénomène de rattrapage entre le S2 2024 et le S1 2025 grâce au recul de l'inflation (tombée à +1,5 % mensuelle en mai 2025). Toutefois, les difficultés à maintenir le processus désinflationniste à partir du S2 2025 (10 mois sans baisse de l'inflation mensuelle de juin 2025 à mars 2026) se sont repercutées sur le salaire réel moyen, qui n'a plus augmenté depuis octobre 2025. Les évolutions sont en outre hétérogènes selon les catégories de travailleurs : alors que les travailleurs du secteur informel enregistrent un net rattrapage de leur salaire réel, les salaires du secteur ont connu un recul. Plus globalement, le salaire réel suit une tendance de recul constant depuis 2017 : en mars 2026, le salaire réel moyen restait inférieur de près de 24 % à son niveau de janvier 2017.

#### LE CHIFFRE À RETENIR

43 %

Taux d'emploi informel au  
T4 2025 selon l'INDEC

**Les modifications en cours du modèle économique de l'Argentine pourraient impacter le taux de chômage.**

Depuis plusieurs mois, un processus de re-primarisation de l'économie est observé, l'activité étant tirée par les secteurs de l'agriculture, des hydrocarbures et des mines, peu intensifs en emplois, tandis que les secteurs intensifs en emploi sont en difficulté, à l'instar de l'industrie et de la construction. Ceci explique qu'en dépit d'une croissance de +4,4 % en 2025, le taux de chômage ait, dans le même temps, crû de +1,1 pt à 7,5 % de la population active. Une grande disparité géographique s'observe entre les provinces bénéficiant des ressources naturelles, qui affichent un marché du travail dynamique, et celles traditionnellement industrielles (province de Buenos Aires) dont le marché du travail est en berne.

**Plus globalement, une certaine précarisation du marché du travail est observée** : les postes de salariés dans le secteur formel (public et privé) se réduisent, non compensés par la hausse du nombre de travailleurs indépendants (ou « *monotributista* »), portée notamment par l'essor des plateformes digitales (dans le secteur des transports, de la livraison de nourriture, ...). Ainsi, selon la base de données SIPA du ministère du Travail, 290 000 postes dans le secteur formel ont été supprimés entre novembre 2023 et février 2026, contre une hausse de 172 000 postes d'indépendants dans le même temps. Le travail informel reste très important, surtout en comparaison régionale, représentant 43 % des emplois selon l'INDEC au T4 2025.

**Dans ce contexte, le taux de pauvreté – en recul ces derniers semestres – pourrait avoir des difficultés à reculer davantage.** Pour rappel, après une explosion initiale à 52,9 % au S1 2024, le taux de pauvreté avait par la suite reculé à 28,2 % au S1 2025. Au-delà des développements sur le marché du travail, la poursuite du recul du taux de pauvreté sera étroitement liée à la reprise du processus désinflationniste.

## Principaux indicateurs macroéconomiques

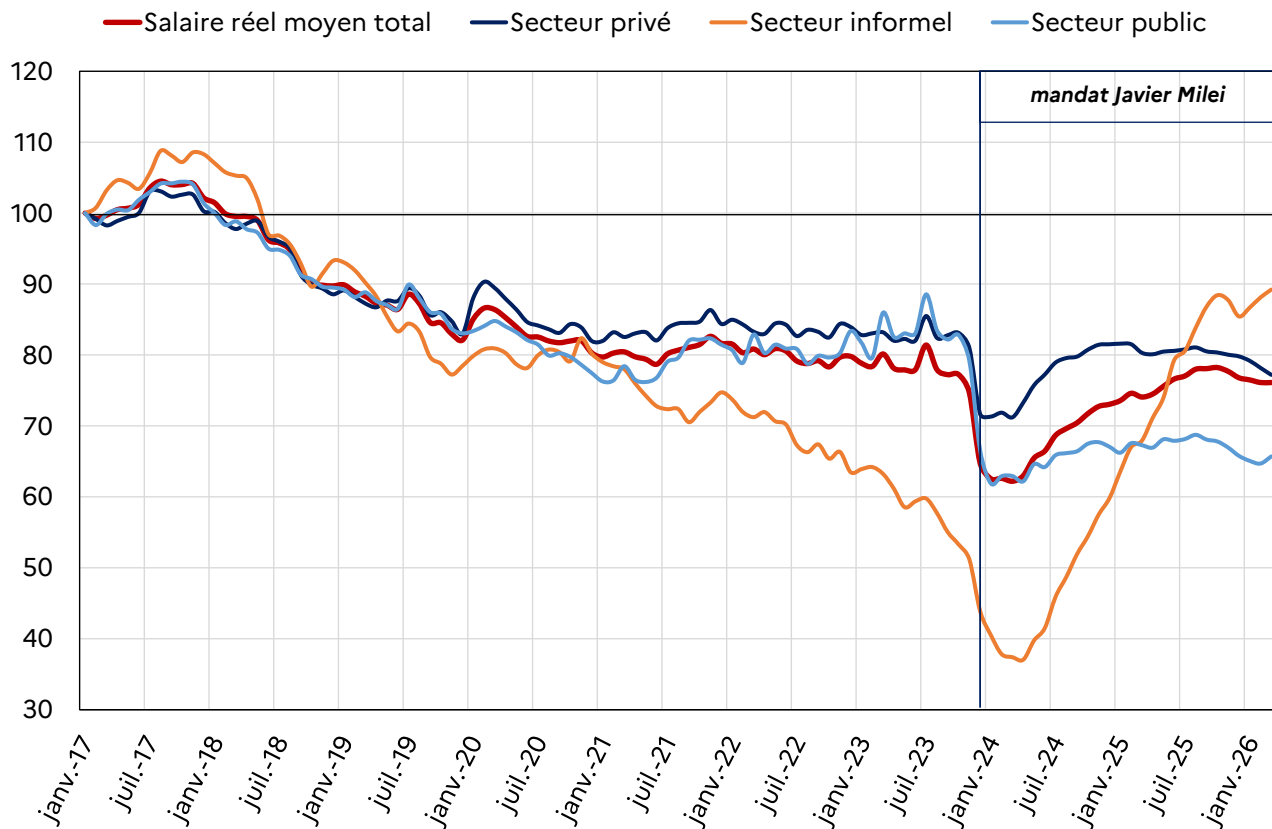
		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
<b>Derniers chiffres annuels</b>					
Croissance du PIB réel	2025	4,4%	2,5%	6,6%	1,8%
Inflation (g.a, fin de période)	2025	31,5%	3,5%	3,1%	3,7%
Solde budgétaire (% du PIB)	2025	0,2%	-2,8%	-2,0%	-4,1%
Solde courant (% du PIB)	2025	-1,1%	-1,2%	-3,5%	-0,4%
Dettes publique (% du PIB)	2025	78,8%	42,7%	41,7%	66,6%
Part de la dette publique libellée en devise étrangère	2025	55,0%	33,4%	82,0%	49,0%
Dettes extérieure (% du PIB)	2025	49,0%	77,6%	39,4%	57,7%
Taux de chômage (fin de période)	2025	7,5%	8,0%	3,6%	7,0%
Taux d'emploi informel	2024	51,6%	26,4%	67,4%	28,5%
<b>Prévisions et anticipations (FMI)</b>					
Inflation (g.a, fin de période)	2026	25,0%	3,6%	3,5%	4,5%
Inflation (g.a, fin de période)	2027	12,5%	3,0%	3,5%	4,5%
Croissance du PIB réel	2026	3,5%	2,4%	4,2%	1,8%
Croissance du PIB réel	2027	4,0%	2,6%	3,5%	2,6%
<b>Pour mémoire</b>					
PIB nominal (Md USD)	2025	681	355	49	86
Population (millions)	2024	47	20	7	4
IDH (valeur nominale et positionnement mondial)	2023	0,865 (47/193)	0,878 (45/193)	0,756 (99/193)	0,862 (48/193)
Notation souveraine (S&P / Fitch / Moody's)	2026	B-/B-/Caa1	A/A-/A2	BBB-/BB+/Baa3	BBB+/BBB/Baa1

Sources : FMI, Instituts statistiques, Banques centrales, Ministères de l'Economie, OIT, ONU, agences de notation, SER Buenos Aires

Dernière mise à jour : 12/06/2026

## Graphique de la semaine

### Salaires réels (base 100 = janvier 2017)



Sources : INDEC, SER de Buenos Aires

# ARGENTINE

## S&P améliore la notation souveraine de l'Argentine à B-

L'agence de notation S&P a amélioré la notation souveraine de l'Argentine d'un cran le 10 juin 2026, de CCC+ à B- (avec perspective stable). Cette note fait suite à l'amélioration de notation souveraine de Fitch réalisée le 5 mai 2026, également de CCC+ à B-. L'agence justifie cette amélioration de notation par une amélioration de la position de liquidité grâce à l'obtention de surplus budgétaire (+0,2 % du PIB en 2025) et par le programme d'accumulation de réserves de change de la Banque centrale (plus de 10 Md USD bruts accumulés depuis début 2026). L'agence souligne également des progrès sur l'agenda de réformes économiques qui selon elle « *créent les conditions pour une meilleure croissance économique et une formalisation de l'économie* ».

**Toutefois, l'agence souligne que plusieurs défis continuent de contraindre la notation souveraine.**

S&P souligne notamment qu'elle intègre dans son scénario de base une situation de « stress » dans les 12 à 18 mois en ligne avec le rapprochement des élections présidentielles d'octobre 2027 qui pourrait « impacter la stabilité économique ». Elle met également en avant l'historique d'instabilité macroéconomique, de forte inflation, de volatilité du taux de change, de faible flexibilité monétaire, et la faiblesse des réserves de change.

**Les marchés se sont montrés très dynamiques après l'annonce de S&P**, le risque pays reculant de près de 50pb pour atteindre environ 443pb. En outre, les marchés obligataires et actions ont enregistré de fortes hausses.

## Annnonce d'un investissement massif de 400 M USD de Louis Dreyfus

**Le groupe agro-industriel français a confirmé un investissement de 400 M USD pour la construction d'une nouvelle usine de transformation de soja et de tournesol à Bahía Blanca, dans la province de Buenos Aires.** Intégré au complexe portuaire déjà exploité par l'entreprise, le projet donnera naissance à l'une des plus grandes unités mondiales de trituration de graines de tournesol, avec une capacité de traitement annoncé de 4 000 tonnes de graines oléagineuses par jour. Cette installation

produira notamment des huiles, farines et pellets destinés aux marchés internationaux, renforçant les capacités argentines de transformation locale et d'exportation à plus forte valeur ajoutée.

**L'entreprise met en avant les atouts logistiques du pays et un environnement d'investissement plus favorable.** L'investissement a été confirmé au ministre de l'Economie, Luis Caputo par le directeur général de Louis Dreyfus Compagny (LDC), Michael Gelchie. Selon l'entreprise, la position stratégique de Bahía Blanca, l'un des principaux pôles portuaires et exportateurs du pays, constitue un avantage déterminant pour le développement du projet. LDC souligne également l'amélioration récente du cadre économique et réglementaire, qui a contribué à la décision de renforcer durablement sa présence industrielle en Argentine et d'accroître la valeur ajoutée générée localement au sein de la filière oléagineuse.

## Entrée en vigueur en juin de la réforme du marché du travail

**La réforme du marché du travail – adoptée en mars 2026 – est entrée dans sa phase opérationnelle avec la publication, le 1er juin 2026, du décret 407/2026**, qui précise les modalités d'application de la réforme. Le texte simplifie plusieurs obligations administratives des employeurs en faisant de l'enregistrement auprès de l'ARCA la procédure de référence pour déclarer les relations de travail. Il encadre également la dématérialisation de nombreux documents, adapte certaines règles relatives aux contrats de travail, et introduit un cadre réglementaire pour les activités exercées via les plateformes digitales. Le décret modifie par ailleurs plusieurs aspects de la négociation collective et du fonctionnement syndical.

**Point central de la réforme, le décret précise le fonctionnement du Fonds d'aide à l'emploi (FAL).** Ce mécanisme permet aux entreprises, via la négociation collective, de remplacer tout ou partie du système traditionnel d'indemnisation pour licenciement par un fonds alimenté par des cotisations patronales régulières. Inspiré du dispositif déjà en vigueur dans le secteur de la construction, le FAL vise à mutualiser le coût des ruptures de contrat et à offrir davantage de prévisibilité financière aux employeurs. Pour le gouvernement, cette mesure doit favoriser la

création d'emplois formels (en réduisant l'incertitude liée aux coûts de licenciement), dans un contexte d'informalité importante (cf. *supra*). Ses détracteurs estiment au contraire qu'elle pourrait affaiblir la protection des salariés en limitant le montant des indemnités perçues en cas de rupture du contrat de travail

## Le FMI encourage l'Argentine à mener une réforme fiscale

**L'étude du système fiscal argentin a fait partie des « selected issues » retenues par le FMI dans le cadre des consultations au titre de l'Article IV publié le 22 mai 2026.** Le FMI y suggère au mener une réforme fiscale globale, visant à élargir l'assiette de l'impôt sur le revenu, à réformer le régime de l'impôt forfaitaire et à mettre en place une « TVA double » pour remplacer l'impôt sur le chiffre d'affaires.

**Pour rappel, l'exécutif argentin a annoncé à plusieurs reprises sa volonté de lancer une réforme fiscale d'ampleur**, en vue de simplifier un système jugé excessivement complexe et de réduire progressivement la pression fiscale. L'Argentine se caractérise par un niveau de fiscalité élevé (les recettes fiscales représentent près de 30 % du PIB), d'autant plus concentré compte tenu du niveau d'informalité (cf. *supra*). L'Argentine compte en outre un nombre significatifs d'impôts distorsifs, notamment sur le commerce extérieur (taxes sur les exportations ou « *retenciones* »). Toutefois, la volonté d'abaisser la pression fiscale pourrait se heurter à l'autre objectif de maintenir l'équilibre budgétaire (+0,2 % du PIB en 2025), dans un contexte où les recettes sont déjà mises à rude épreuve (9 mois consécutifs de baisse des recettes en termes réels jusqu'à avril 2026) et les marges de manœuvre pour baisser davantage les dépenses sont limitées.

## Succès des investissements miniers bénéficiant du RIGI en Argentine

**Le Secrétaire d'État aux Mines Luis Lucero a présenté le 5 juin un bilan des investissements miniers réalisés sous le Régime d'Incitation aux Grands Investissements (RIGI)** dans le cadre de la Semaine de l'Ingénierie 2026 organisée par le centre argentin des ingénieurs (CAI). À ce jour, 9 projets miniers ont été approuvés dans le cadre du RIGI pour un total de 10 Mds USD, dont 6 projets portant sur le lithium et le cuivre représentent à

eux seuls 7,5 Mds USD. Au 30 avril 2026, 854 M USD ont été effectivement investis, soit 11,37 % du total engagé. Selon les déclarations des entreprises auprès l'administration fiscale ARCA, 92 % de ces dépenses ont bénéficié au marché local.

## Sur les perspectives à moyen terme, le Secrétaire aux Mines a présenté des projections tablant sur une multiplication par quatre des exportations minières d'ici 2035, soit de 9,8 à 41,4 Mds USD, portées principalement par le lithium et le cuivre.

S'agissant du lithium, l'Argentine dispose des premières ressources mondiales et se classe au cinquième rang pour ses réserves. Actuellement, le pays compte sept projets en production, dont celui d'Eramet (Centenario-Ratones, Salta), et cinq en construction. La production est projetée à 450 000 t/an de LCE à l'horizon 2030, soit l'équivalent de 7,4 Md USD d'exportations, ce qui placerait l'Argentine au troisième rang mondial derrière l'Australie et la Chine. S'agissant du cuivre, l'Argentine occupe le sixième rang mondial en ressources et réserves selon S&P (2026). La production demeure actuellement marginale, mais plusieurs projets sont en phase avancée de développement dans les provinces de Salta (Taca Taca), San Juan (Vicuña, Los Azules), Catamarca (MARA) et Mendoza (San Jorge). Leur mise en production permettrait d'atteindre 1,6 Mt/an à l'horizon 2035, soit l'équivalent de 19,2 Mds USD d'exportations annuelles. Ces perspectives s'inscrivent dans un contexte de tension sur l'offre mondiale : l'Agence internationale de l'énergie (AIE) anticipe un déficit potentiel de 30 % sur le marché du cuivre d'ici 2035 et une hausse conséquente de son prix.

## L'Argentine modernise les lignes directrices de son secteur nucléaire

**Les lignes directrices du secteur nucléaire ont été publiées le 31 mai et consacrent l'exportation et la recherche d'investissements comme priorités du secteur.** Le document, élaboré par le Secrétariat des Affaires nucléaires créé en décembre 2025 (décret 866/2025), place la conduite du secteur sous tutelle du ministère de l'Économie, mettant fin à la dispersion institutionnelle antérieure entre le Secrétariat de l'Énergie et la CNEA. Le gouvernement argentin y identifie le nucléaire comme une opportunité de développement dans le cadre d'une relance globale de l'activité, la demande électrique liée à l'intelligence artificielle

(IA) et aux centres de données étant notamment citée comme débouché potentiel pour les technologies nucléaires, en particulier les SMR.

**Le texte promeut la transition progressive des entreprises du secteur vers des modalités public-privé**, avec un actionnaire majoritaire privé apporteur de capital et une participation minoritaire de la CNEA, qui fournit la technologie et le personnel qualifié. Les trois centrales en opération — Atucha I, Atucha II et Embalse — sont valorisées comme des actifs de génération bas carbone dont la valeur excède celle que le système électrique argentin leur attribuait jusqu'ici, revalorisation assumée comme une donnée pertinente pour les décisions d'exploitation, d'extension de vie utile et d'éventuelle expansion de la capacité installée du parc nucléaire argentin.

## **La concession de la voie fluviale Paraguay-Paraná pré-attribuée à un consortium belgo-argentin**

**Le ministère argentin de l'Économie a annoncé le 5 juin la pré-attribution du contrat de concession du corridor fluvial Paraguay-Paraná au consortium formé par l'entreprise belge Jan de Nul (60 %) et l'argentine Servimagnus (40 %).** D'une durée de 25 ans, le contrat est structuré sous le régime de concession d'ouvrage public par péage : le concessionnaire assume l'intégralité du risque commercial et financier, finance et réalise les travaux sans garantie souveraine de l'État argentin, et se rémunère exclusivement via les péages perçus sur les navires et barges transitant le corridor. Le concessionnaire percevra un revenu moyen estimé à 618,6 M USD par an — soit 15 Md USD sur la durée de la concession. Le cahier des charges prévoit des investissements supérieurs à 10 Md USD, pour porter le tirant d'eau de 34 à 40 pieds, permettant aux navires Panamax de naviguer à pleine charge. Le gouvernement estime que la nouvelle concession permettra de réduire d'environ 15 % les coûts opérationnels de navigation.

**Cet axe fluvial de 1 635 km reliant le réseau hydrographique intérieur à l'Atlantique revêt une importance stratégique majeure pour la région :** 80 % des exportations argentines et paraguayennes passent par le corridor, ainsi qu'une part significative du commerce extérieur de la Bolivie, de l'Uruguay et du sud du Brésil. Le complexe portuaire du Grand Rosario, qui concentre 30 terminaux sur 70 km de côtes le long du Paraná,

constitue selon la Bourse de Commerce de Rosario, le premier nœud portuaire agro-exportateur mondial par volume embarqué, avec 75,7 millions de tonnes expédiées en 2025, devant La Nouvelle-Orléans (74,8 Mt) et Santos (60 Mt). La pré-attribution de la concession suscite toutefois des réserves : le Parquet des investigations administratives a signalé à deux reprises des irrégularités dans le processus — absence d'étude d'impact environnemental, limites aux droits de recours des candidats — sans que les tribunaux n'aient suspendu la procédure. Un délai de sept jours est ouvert pour d'éventuelles contestations avant l'adjudication définitive.

## **L'Argentine et la France doublent les fréquences aériennes entre Buenos Aires et Paris**

**Paris et Buenos Aires signent un nouvel accord permettant d'intensifier les liaisons entre les deux pays avec un passage de 7 à 14 fréquences hebdomadaires par pavillon à compter du mois de septembre.** Cet accord, qui modifie et modernise le mémorandum signé à Paris le 24 février 1998 entre les autorités aéronautiques des deux pays, permet d'assouplir les conditions d'exploitation des vols commerciaux. En outre, l'accord prévoit la possibilité de conclure des accords de partage de codes avec des compagnies aériennes de pays tiers. Cela permettra aux compagnies aériennes argentines et françaises de commercialiser conjointement des vols vers différentes destinations, élargissant ainsi les possibilités de correspondance et offrant un plus grand choix de voyages aux passagers.

**Selon le Secrétariat argentin des transports, la France serait ainsi le 57ème pays à rejoindre le programme de libéralisation du transport aérien promu par le gouvernement de J. Milei depuis 2024.** Plus connue sous le nom de politique de « ciel ouvert », ce programme permet aux compagnies aériennes d'opérer avec une plus grande liberté en matière d'itinéraires, de fréquences et de prix. A noter toutefois que les fréquences entre Paris et Buenos Aires ne sont pas illimitées.

# CHILI

## Le gouvernement chilien renonce à son objectif d'équilibre budgétaire structurel à l'horizon 2030

**Le Ministère des Finances chilien a publié le 9 juin son décret de politique fiscale, document fixant la trajectoire des comptes publics pour toute la durée du mandat du président José Antonio Kast.**

Le gouvernement annonce renoncer à sa promesse de campagne d'atteindre l'équilibre budgétaire structurel en 2030. À la place, il s'engage sur un déficit structurel de 1,5 % du PIB à cette échéance, suivant une trajectoire de réduction graduelle partant de 2,6 % du PIB en 2026, puis passant à 1,8 % en 2027, 1,7 % en 2028, 1,6 % en 2029, avant d'atteindre la cible de 1,5 %. Le décret maintient en revanche l'objectif de ne pas dépasser le seuil prudentiel de dette publique, fixé à 45 % du PIB, le ministre des Finances J. Quiroz précisant cependant que des imprévus, comme une forte dépréciation du peso, pourraient faire dépasser ponctuellement ce seuil.

**Pour expliquer cette révision, l'administration chilienne invoque un héritage budgétaire plus dégradé que prévu.** Dans ce contexte, le gouvernement avait demandé au Congrès, début juin, une hausse du plafond d'endettement de 6,2 Md USD pour 2026. Ce mercredi 10 juin, J. Quiroz a également revu à la baisse sa prévision de croissance pour la fin du mandat, ramenée de 4 % à 3,5 %. Pour rappel, dans le rapport de finances publiques du premier trimestre 2026, la Direction du Budget du ministère des Finances prévoyait un endettement public de 43,1 % du PIB en 2026, contre 41,5 % en 2025.

## Première participation conjointe de l'Union européenne au salon minier Exponor à Antofagasta

**Du 8 au 11 juin s'est tenue à Antofagasta, dans le nord du Chili, la 21<sup>ème</sup> édition d'Exponor, l'un des principaux salons internationaux consacrés aux technologies, équipements et services destinés à l'industrie minière et au secteur de l'énergie.** Organisé tous les deux ans depuis 1990 par l'Association des Industriels d'Antofagasta (AIA), il se tient en alternance avec son équivalent Expomin, organisé à Santiago par Fisa, filiale du

groupe français GL-Events. La région d'Antofagasta, où il se déroule, concentre à elle seule près de la moitié de la production nationale de cuivre, et l'activité minière y représente environ 65 % du PIB régional.

**Pour la première fois, l'Union européenne disposait à Exponor d'un pavillon commun à ses États membres.** Celui-ci a été inauguré en présence du biministre de l'Économie et des Mines, Daniel Mas, et de Bernardo Fontaine, nouveau président du conseil d'administration de Codelco, entreprise publique chilienne et premier producteur mondial de cuivre. La France y était représentée par plus de 30 entreprises : seize sur le Pavillon France au sein de la zone Union européenne, et douze réparties dans le reste du salon, qui a réuni près de 1 400 exposants venus de 36 pays.

**L'édition 2026 d'Exponor s'est tenue sur fond de recul de la production chilienne de cuivre,** alors même que ce métal représente à lui seul un peu plus de la moitié de la valeur des exportations du pays. Le secteur fait face à des contraintes durables – vieillissement des gisements, appauvrissement des teneurs en minerai – qui renchérissent l'extraction et pèsent sur la productivité. La production propre de Codelco, dont Jorge Gómez, ancien président de Collahuasi, prendra la présidence exécutive à compter du 13 juillet prochain, est ainsi tombée à 272 000 tonnes au premier trimestre 2026, en baisse de 8,1 % sur un an. Les recettes tirées du cuivre restent néanmoins élevées – environ 55 milliards de dollars en 2025 (+11% par rapport à 2024) –, mais cette résistance tient surtout aux cours du métal rouge, qui se maintiennent à des niveaux historiquement élevés : la Commission chilienne du cuivre (Cochilco) anticipe un prix moyen de 5,55 dollars la livre en 2026, contre 4,51 dollars en 2025.

**Dans ce contexte, José Antonio Kast est devenu le premier chef d'État en exercice à se rendre à Exponor depuis 1999.** Lors de l'inauguration, il a appelé les entreprises à investir davantage dans le secteur minier et affirmé la volonté de son gouvernement de réduire les contraintes administratives qui retardent l'obtention des permis nécessaires aux projets miniers. Quelques jours plus tôt, le 3 juin, le biministre Daniel Mas avait présenté devant la commission des Mines et de l'Énergie de la Chambre des députés le premier projet de loi minier de la nouvelle administration, qui vise à faciliter l'accès des petits et moyens

exploitants au tarif réduit de la redevance annuelle versée à l'État pour conserver une concession.

## Engie inaugure un hub énergétique issu de la reconversion d'anciennes centrales à charbon

**Le 8 juin 2026, Engie a inauguré le complexe énergétique de Tocopilla, dans la région d'Antofagasta, en présence du président José Antonio Kast.** Le pôle énergétique a été aménagé sur un site historique pour l'industrie chilienne, qui fournit de l'électricité aux mines de la région depuis plus d'un siècle et dont la dernière unité au charbon s'était arrêtée en septembre 2022. Le groupe français a ainsi investi 270 millions de dollars pour le convertir en complexe réunissant trois technologies complémentaires : un système de stockage par batteries, une unité au gaz à démarrage rapide produisant de l'électricité d'appoint quand nécessaire, et – pour la première fois au Chili – un compensateur synchrone qui stabilise le réseau en régulant la tension et en lui apportant de l'inertie – une fonction qu'assuraient auparavant les turbines au charbon. Sa construction a mobilisé jusqu'à 700 personnes, et son fonctionnement génère aujourd'hui une centaine d'emplois directs.

**L'élément central de l'ensemble est le système de stockage par batteries (BESS), d'une capacité de 116 MW et 660 MWh, qui a représenté à lui seul 170 millions de dollars d'investissement.** Il constitue le premier stockage autonome à grande échelle d'Engie dans le pays : raccordé directement au réseau national et non à une centrale, il y puise de l'électricité aux heures creuses pour la restituer aux heures de pointe.

**Le développement des BESS est devenu un enjeu majeur pour le système électrique chilien.** Le solaire et l'éolien, qui ont fourni près de 38 % de l'électricité du réseau national en 2025, sont intermittents : abondants le jour, ils faiblissent la nuit et fluctuent en fonction des conditions météorologiques. Ce décalage entre production et demande peut fragiliser l'équilibre du réseau et obliger à écrêter une partie de l'électricité renouvelable (*curtailment*). En absorbant les excédents pour les rendre aux heures de pointe, les batteries valorisent mieux les parcs solaires et éoliens et renforcent la stabilité du réseau – un impératif d'autant plus sensible depuis l'*apagón* de

février 2025, qui a mis en lumière la fragilité du système national.

**Engie compte parmi les principaux acteurs du stockage par batteries au Chili, avec plusieurs projets en cours de mise en service,** dont BESS Lile (140 MW) et BESS Kallpa (57 MW), eux aussi dans la région d'Antofagasta. Ils illustrent la transformation rapide du portefeuille d'Engie au Chili : la part des renouvelables et du stockage dans sa capacité installée est passée de 1 % en 2018 à 52 % en 2026, sur un parc de 3 GW. Le groupe poursuit en parallèle sa sortie du charbon – plus de 1,1 GW déjà retirés ou en cours de reconversion – d'ici 2027.

## Une subvention FASEP finance une étude sur l'électrification des mines

**Le 4 juin 2026, Codelco et le CEA-Liten ont officialisé un accord de collaboration sur l'électromobilité dans les mines souterraines, avec l'appui d'un financement en don du ministère des finances français.** Cet instrument de la direction générale du Trésor, dédié aux études de faisabilité et aux démonstrateurs de technologies vertes et innovantes, financera le projet BATMINE (Lithium BATteries for underground copper MINes), soit les deux tiers du budget total de 680 900 euros. BATMINE réunit le CEA-Liten – institut de recherche du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives, basé à Grenoble et dédié à la décarbonation de l'industrie –, l'Université du Chili et la PME française WattAlps. Pendant 12 mois, ces partenaires étudieront la faisabilité de l'électrification des mines souterraines de Codelco, premier producteur mondial de cuivre et entreprise détenue par l'État chilien. La subvention a permis un effet de levier sur des cofinancements : 190 000 euros de Codelco (27,9 %), complétés par le CEA (4,4 %) et WattAlps (1,5 %).

**Lancé le 26 mars 2026, le projet répond à un enjeu stratégique pour Codelco, qui s'est engagé à décarboner ses mines souterraines d'ici à 2030.** Dans un contexte d'urgence climatique, cette ambition implique d'électrifier des milliers de véhicules thermiques, ce qui suppose de garantir les performances et la sécurité des batteries lithium appelées à les propulser. La question est centrale car le diesel représente en moyenne 80 % des émissions de CO<sub>2</sub> de Codelco, et l'envolée de son prix en mars 2026 a fortement pesé sur les coûts d'exploitation du groupe. Les opérations

souterraines, qui comptent aujourd'hui pour un tiers de son activité, devraient en outre jouer un rôle croissant en raison de leur meilleure efficacité énergétique et de leur plus grande rentabilité.

**Ce partenariat devra permettre d'identifier les solutions de stockage d'énergie par batterie les plus performantes et les plus sûres, grâce à l'expertise du CEA-Liten.** Au Chili, l'institut travaille principalement autour de trois thématiques : la production d'énergie photovoltaïque, le stockage d'électricité – notamment par batteries lithium – et la production d'hydrogène vert et de ses dérivés. Dans ces trois domaines, le CEA-Liten occupe la première place mondiale en nombre de brevets et fait figure de référence dans les technologies d'électrification et de stockage. Depuis 2022, il teste par ailleurs dans le désert d'Atacama des panneaux solaires de dernière génération, développés avec l'entreprise 3SUN, au sein du consortium chilien Atamostec.

## PARAGUAY

### Légère hausse de l'inflation à +2,4 % en variation annuelle en mai

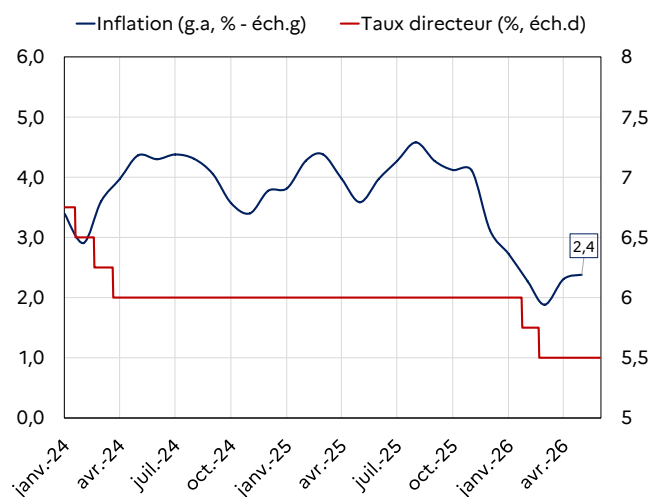
**Le taux d'inflation a atteint +2,4 % en g.a. en mai, après +2,3 % en avril.** En glissement mensuel, les prix ont augmenté de +0,1 %, après +0,8 % en avril. Dans le détail, les données de la Banque centrale du Paraguay (BCP) indiquent que l'inflation des biens a atteint +1,6 % g.a. en mai (inchangé par rapport à avril) et celle des services 4,0 % (+0,1pp par rapport à avril). L'inflation sous-jacente a quant à elle atteint +1,1 % (-0,4pp par rapport à avril). Sur le mois de mai, l'inflation a de nouveau été largement tirée par le prix des combustibles qui restent à un niveau élevé (+0,9 % g.m. en mai après +12,1 % en avril et +9,8 % en mars) dans la lignée du renchérissement des cours au niveau mondial. En effet, l'entreprise publique d'hydrocarbures *Petróleos Paraguayos* (Petropar) a augmenté les prix (administrés) des carburants à trois reprises depuis le début du conflit, avec des hausses comprises entre +21 à +31 % selon le type de carburant. Les hausses sont encore plus conséquentes chez les distributeurs privés.

**Dans ce contexte, la BCP devrait maintenir une approche prudente.** Pour rappel, après avoir abaissé son taux directeur de 25 pb lors de ses réunions de janvier et février 2026, le comité de politique monétaire de la BCP l'a depuis laissé

inchangé. L'inflation demeure à ce stade bien ancrée dans la fourchette cible (3,5% +/- 2pp), et le guaraní s'est fortement apprécié depuis mi 2025, même depuis le début du conflit. La dernière enquête de consensus de marché (mai 2026) souligne que l'inflation est désormais attendue à +3,9 % g.a. sur l'ensemble de l'année 2026 (+0,4 pp par rapport à l'enquête de mars).

**Graphique :**

#### Nouvelle hausse de l'inflation en mai



Sources : BCP, SER de Buenos Aires

### Costa Food (Espagne) investit 300 M USD dans la filière porcine

**Le président Santiago Peña a annoncé l'arrivée au Paraguay de Costa Food Group, deuxième groupe cárnico espagnol, présent dans 107 pays, qui investira plus de 300 M USD dans le secteur porcin national d'ici 2031.** L'opération se fera via l'acquisition d'une participation majoritaire dans Granja San Bernardo, exploitation de haute productivité située dans le département d'Alto Paraná, en partenariat avec l'entrepreneur paraguayen Hugo Schaffrath. À terme, le cheptel devrait compter 40 000 truies reproductrices, pour une capacité de production annuelle proche du million de porcs, intégrée à une usine moderne de transformation actuellement en construction à Naranjal. Costa Food y apporte son modèle d'intégration totale de la chaîne de valeur — de la génétique animale jusqu'à la commercialisation — ainsi que des standards européens en matière de biosécurité et de traçabilité.

**L'investissement s'inscrit dans un contexte de forte expansion de la filière porcine paraguayenne.** Sur les quatre premiers mois de 2026, les exportations de viande porcine ont atteint 17,5 M

USD, en hausse de 46,5 % en valeur et de 34,3 % en volume en glissement annuel, selon les données du Senacsa. Taïwan reste le principal débouché, absorbant la quasi-totalité des volumes exportés, suivi par le Brésil et l'Uruguay. En horizon de cinq ans, le projet pourrait générer plus de 5 200 emplois directs et 21 000 emplois indirects. Selon Hugo Schaffrath, le choix du Paraguay s'explique par la stabilité politique, les avantages fiscaux et la disponibilité de grains qui couvrent 70 % du coût alimentaire des élevages.

## URUGUAY

### Nette hausse de l'inflation à +3,8 % en variation annuelle en mai

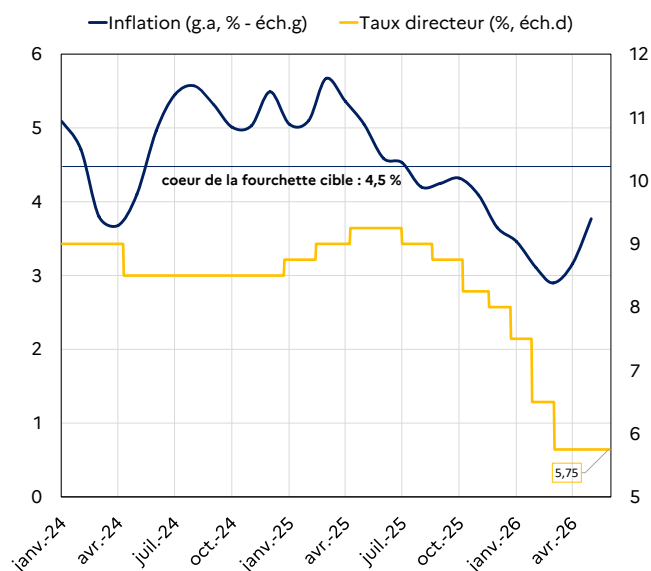
**Le taux d'inflation a atteint +3,8 % en g.a. en mai, après +3,2 % en avril.** En glissement mensuel, l'inflation a atteint +0,7 %, après +0,5 % en avril. L'inflation mensuelle a essentiellement été tirée par une hausse de +14,0 % g.m. des prix du gasoil et +7,0 % de l'essence. La catégorie transport s'est ainsi de nouveau positionnée comme le principal contributeur à l'inflation (0,31pp) sur le mois. Depuis le début du conflit, les prix des combustibles – administrés par le gouvernement – ont été augmentés à trois reprises, mais à des niveaux inférieurs aux hausses observées au niveau mondial et chez les pairs régionaux. Au 1<sup>er</sup> juin, le prix maximum du litre d'essence a augmenté de +6 % par rapport à mai et le litre de diesel de +7 %.

**Dans ce contexte, la Banque centrale d'Uruguay (BCU) pourrait avoir atteint son « taux terminal »,** i.e le point culminant de son cycle d'assouplissement monétaire. Pour rappel, la BCU avait abaissé son taux directeur de 350 pb depuis mi 2025 pour le porter à 5,75 %, taux inchangé lors des dernières réunions du comité de politique monétaire de la BCU. Ces baisses de taux avaient été motivées par le fort recul de l'inflation, qui s'est établi en dessous du cœur de la fourchette cible de la BCU (4,5 % +/- 1,5pp) depuis mi 2025, notamment sous l'effet de la forte appréciation du

peso face au dollar depuis début 2025, qui peso s'est toutefois légèrement déprécié depuis le début du conflit au Moyen-Orient (environ -5,2 % face au dollar). La dernière enquête de consensus de marché (mai 2026) souligne que l'inflation est désormais attendue à +4,6 % g.a. sur l'ensemble de l'année 2026 (+0,2 pp par rapport à l'enquête de mars).

#### Graphique :

#### Le rebond de l'inflation se poursuit en mai



Sources : INE, BCU, SER de Buenos Aires

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

**Responsable de la publication :** Stéphane TABARIE  
Service Economique Régional de Buenos Aires

**Rédaction :** SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Abonnez-vous : [leo.lesage@dgtresor.gouv.fr](mailto:leo.lesage@dgtresor.gouv.fr)